

Légende : ● Précis tel qu'il apparaît dans le document.
■ Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.



CANADIAN TAX JOURNAL

Duncan R.W. Bury, "Policy Forum: Should Extended Producer Responsibility Programs Use Eco-Fee-Included Pricing?", *Revue fiscale canadienne*, vol. 58, no 4, p. 927, 24 pages.

https://www.ctf.ca/ctfweb/EN/Publications/CTJ_Contents/2010CTJ4.aspx

Les "éco-taxes" devraient-elles être incluses dans le prix des produits afin de responsabiliser les fabricants pour les coûts environnementaux de leurs produits?

● Extended producer responsibility (EPR) programs shift the responsibility for the operation and funding of end-of-life waste management programs for a wide variety of problematic and hazardous wastes and products from municipalities and taxpayers to producers. With the exception of a couple of programs in New Brunswick and Quebec, which are described in the article, the majority of these programs are funded through the use of an eco-fee-excluded pricing mechanism. Eco fees are collected at the point of purchase and are remitted to producer responsibility organizations, which have the legal obligation to manage waste and end-of-life products. The use of eco fees that are visible to the consumer has been controversial in the environmental and waste management policy communities, where there has been debate as to what is the best EPR financial mechanism to encourage producers to internalize the costs of recycling and end-of-life management and to otherwise improve product environmental performance. The debate about the visibility of eco fees has parallels in the debate that has been explored in the pages of this journal (and elsewhere) regarding tax-inclusive versus tax-exclusive pricing for the goods and service tax/harmonized sales tax. The author describes the discussions in both the tax and the environmental fields, sets out a number of policy principles to guide EPR program funding, and contends that eco-fee-included pricing would support the primary EPR objective of providing incentives for improving product environmental performance. At the same time, eco-fee-included pricing would strengthen the shift of responsibility for program performance to producers and would be compatible with a number of other EPR program objectives. It is suggested that the failure of phase 2 of Ontario's Municipal Hazardous and Special Wastes EPR program in 2010 points to the need for governments to look more closely at the EPR eco-fee-included pricing mechanism and at the programs in New Brunswick and Quebec, and to be more prescriptive regarding cost internalization by producers.

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

Charles E. McLure Jr., "The Carbon-Added Tax: a CAT That Won't Hunt", *Policy Options*, octobre 2010, 5 pages.

<http://www.irpp.org/po/archive/oct10/mclure.pdf>

Pourquoi une « taxe sur le carbone ajouté » ne fonctionnerait pas.

- Dans le numéro d'Options politiques de mars 2008, Thomas Courchene et John Allan soutenaient qu'une « taxe carbone à valeur ajoutée » inspirée de la fameuse taxe à valeur ajoutée (la taxe sur les produits et services, ou TPS) pourrait convaincre certains pays réticents à prendre des engagements obligatoires de réduction des émissions de CO₂. Comme pour la TPS, des « ajustements fiscaux à la frontière » (les importations seraient taxées alors que les exportations seraient exonérées) viendraient équilibrer le traitement des importations et des biens produits localement, tout en permettant aux exportations de pénétrer les marchés mondiaux en franchise d'impôt. Mais selon l'auteur du présent article, une telle stratégie ne fonctionnerait pas dans le cas d'une taxe sur le carbone, car le contenu en carbone des produits ne peut être établi. Il s'interroge également sur les difficultés qui découleraient de la nécessité de limiter les ajustements fiscaux aux échanges avec les pays qui ne se sont pas engagés à réduire leurs émissions, et sur la légalité même de tels ajustements par rapport aux règles du commerce international. À l'examen de ces facteurs, il juge préférable d'adopter des méthodes ad hoc en vue d'accorder des ajustements à un petit nombre de secteurs à forte intensité carbonique.

Christopher Ragan, "Two Policy Challenges Driven by Population Aging", *Policy Options*, octobre 2010, 8 pages.

<http://www.irpp.org/po/archive/oct10/ragan.pdf>

Le vieillissement de la population devra entraîner des changements au niveau de la productivité et de la politique fiscale.

- Au cours des prochaines décennies, deux grands dossiers seront fortement touchés par le vieillissement de la population. Celui de la productivité d'abord, qui devra être accrue pour maintenir la croissance de notre niveau de vie. Celui de la fiscalité ensuite, qui devra être gérée de manière à tenir compte de l'augmentation des dépenses liées à l'âge. Christopher Ragan présente quelques grandes prévisions démographiques et montre comment elles touchent ces deux dossiers. Il ajoute que les Canadiens et leurs gouvernements ont déjà trop tardé à réfléchir aux défis stratégiques qu'ils sous-tendent.

Ian D. Clark et Ben Eisen, "Frugal Public Management Principles for an Era of Austerity", *Policy Options*, octobre 2010, 5 pages.

<http://www.irpp.org/po/archive/oct10/clark.pdf>

Comment couper dans les dépenses de l'état de façon efficace et équitable, afin de revenir à l'équilibre budgétaire.

- Une longue période de restrictions budgétaires : voilà ce qui attend le Canada selon les projections du Fonds monétaire international. Réexaminer toutes les activités du secteur public à la lumière d'une « gestion économe » : voilà ce que préconisent les auteurs face à ces projections. Ils formulent à cet effet sept principes d'élaboration de programmes qui permettraient de réaliser les objectifs visés de façon plus rentable et plus équitable grâce à des mesures différenciées répondant mieux aux besoins, aux préférences et aux capacités des institutions et des particuliers.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL

Germain Belzile et Michel Kelly-Gagnon, « Les « riches » paient-ils leur juste part d'impôt? », *Notes économiques*, novembre 2010, 4 pages.

http://www.iedm.org/files/note1110_fr.pdf

Contrairement à la croyance populaire, les riches paient beaucoup d'impôts!

- Les « riches » paient-ils leur juste part d'impôts? Cette question revient souvent dans les médias et dans les discussions publiques ou privées, au Québec comme ailleurs. Des cas anecdotiques peuvent donner l'impression qu'il est facile pour quelqu'un qui en a les moyens d'engager un fiscaliste et de se décharger d'une bonne partie du fardeau fiscal assumé par le

citoyen moyen. Pour en avoir le cœur net, nous avons demandé l'aide d'un expert afin de calculer les impôts, taxes et cotisations payés par différents contribuables québécois en fonction de leur revenu. Les conclusions sont claires. Premièrement, que l'on tienne compte des chiffres bruts ou de la part du revenu, les personnes à hauts revenus paient une part énorme des impôts au Québec. Deuxièmement, ils sont les plus imposés au Canada. Troisièmement, les contribuables à hauts revenus québécois paient une part élevée des impôts totaux qui n'a pas diminué depuis 30 ans, au contraire.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Rapport de la vérificatrice générale du Canada, Chapitre 7 – Les organismes de bienfaisance enregistrés – Agence du revenu du Canada, octobre 2010, 38 pages.

http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/docs/parl_oag_201010_07_f.pdf

Comment l'ARC applique la législation relative aux organismes de bienfaisance enregistrés, et recommandations d'améliorations.

■ Ce document résume le rôle de l'Agence du Revenu du Canada quant à l'enregistrement des organismes de bienfaisance enregistrés. L'Agence doit traiter les demandes d'enregistrement d'organismes voulant obtenir le statut d'organisme de bienfaisance enregistré, effectuer des activités de vérification et d'observation, conseiller les organismes de bienfaisance enregistrés sur les mesures à prendre pour se conformer à la Loi et fournir des renseignements généraux au grand public. Le rapport conclut que l'Agence dispose d'un système rigoureux afin de favoriser l'observation de la Loi de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les organismes de bienfaisance enregistrés. La Vérificatrice générale y va également de ses recommandations afin d'améliorer la capacité de l'Agence à remplir son rôle de surveillant des organismes de bienfaisances enregistrés.

CANADIAN CENTRE FOR POLICY ALTERNATIVES

Andrew Jackson, *Big Train Coming: Does Canada Really Have a Deficit and Debt Problem?*, 18 octobre 2010, 6 pages.

http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2010/10/Big_Train_Coming_0.pdf

Malgré le déficit, la réduction des dépenses publiques serait une erreur étant donné la situation économique encore fragile.

■ This study examines Canada's debt and deficit and finds that debt in Canada—even after two years of stimulus—is still at very low levels compared to other countries, and compared to the mid-1990s. The author says a sharp turn to spending cuts in this fragile economic recovery and weak job market would be a huge mistake. Once the economy has recovered, the report recommends changes in taxation in order to address the small structural deficit and to meet the costs of an ageing population.

C.D. HOWE INSTITUTE

Stuart Landon et Constance Smith, "Energy Prices and Alberta Government Revenue Volatility", *Commentary*, no 313, novembre 2010, 28 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary_313.pdf

L'Alberta devrait créer un fonds de stabilisation des revenus pour pallier la volatilité des revenus du pétrole.

- The Alberta government is heavily exposed to energy price volatility, as the province relies to a great extent on revenues derived from the production of oil and natural gas. Energy prices change substantially and unpredictably, causing large and uncertain movements in revenues. Adjusting to these movements typically involves economic, social, and political costs. Alberta's revenues are considerably more volatile than the revenues of other provinces because of Alberta's greater dependence on energy-related revenues and the high volatility of these revenues. One way to reduce the volatility of revenues is to diversify the tax base – through, for example, the use of a sales tax. But that method would have a small effect on overall revenue volatility since Alberta's resource revenues are such a large share of total own-source revenues. Another method would be to smooth revenue, using futures and options markets, but that approach could be expensive and politically risky, and would not eliminate all revenue volatility. The best option is a resource revenue stabilization fund. Such a fund would reduce revenue volatility in Alberta significantly. It would lead to greater revenue stability because the money it would contribute to the budget in any particular year would be based on revenues averaged over prior years. A stabilization fund also would reduce uncertainty, since current revenue would depend on known past contributions to the fund. Key characteristics that would increase the probability of a stabilization fund's success are its simplicity, transparency, and a gradual transition to full implementation.

Jotham Peters, Chris Bataille, Nic Rivers et Mark Jaccard, "Taxing Emissions, Not Income: How to Moderate the Regional Impact of Federal Environment Policy", *Commentary*, no. 314, novembre 2010, 24 pages.
http://www.cdhowe.org/pdf/Commentary_314.pdf

Contrebalancer les effets négatifs des taxes environnementales par des réductions d'impôts.

- If Canada is serious about reducing greenhouse gases (GHGs), then governments must put an economy-wide price on carbon dioxide and other GHG emissions. However, policymakers have yet to take such action because of concerns about the economic cost of GHG-reduction policies. This Commentary shows that although policymakers do have reason to be concerned about the economic effect of GHG-reduction policies, both regionally and nationally, they have policy tools at their disposal to ameliorate the economic harm that taxing GHG emissions can cause. For example, because provincial economies are very different from one another, a price on GHG emissions will affect them differently. If policymakers wanted to eliminate the interregional transfers that therefore would result from climate policy, one solution would be to return to the provinces the revenues collected through auctioned emissions permits, so that the provinces may offer personal and corporate income tax relief. In addition to the regional economic effect, policymakers may also be concerned about the nationwide economic effect if Canada taxes emissions without the rest of the world also doing so. Indeed, if Canada acted alone to reduce GHGs, it would reduce the economic attractiveness of investing in Canada. However, reductions in personal and corporate income taxes or rebates to firms proportional to their GHG emissions would mostly offset the cost of reducing GHG emissions and would maintain the attractiveness of investing in Canada. If a price on carbon emissions is to become a reality in Canada, a bargain must be struck that achieves some degree of regional equity while also supporting economic growth. Policymakers should carefully consider the regional impacts of climate policy as they pursue Canada's existing emissions reduction goals.

CONFERENCE BOARD OF CANADA

Mario Lefebvre, *Les finances publiques du Québec: l'heure des choix a sonné*, novembre 2010, 36 pages.
<http://www.conferenceboard.ca/documents.aspx?DID=3902>

Le bilan financier du Québec est inquiétant pour l'avenir, en raison du vieillissement de la population.

- Dans la présente étude, le *Conference Board* du Canada se concentre sur le bilan de santé financière du gouvernement du Québec. Or, si ce bilan est actuellement plus ou moins reluisant, il n'ira pas en s'améliorant. À tous ceux qui croient que la reprise économique sera suffisante pour redresser la situation, cette étude leur montre qu'ils se trompent. Le vrai problème tient à l'inquiétante évolution démographique du Québec et, plus particulièrement, au vieillissement de sa population, lequel entraînera des pressions incontournables sur les dépenses en soins de santé et limitera la croissance économique potentielle du Québec. Pour les Québécois et les Québécoises, l'heure des choix a sonné!

Steven Globerman et Victor Zitian Chen, « Pratiques stratégiques exemplaires pour la promotion de l'investissement direct étranger entrant et sortant », *Note d'information*, novembre 2010, 3 pages.
<http://www.conferenceboard.ca/documents.aspx?DID=3883>

L'efficacité des politiques fiscales pour attirer les investisseurs étrangers mise en doute.

■ Nous cernons dans cette étude les politiques publiques et d'autres facteurs qui influent sur les investisseurs étrangers, et nous tentons de voir si l'investissement direct étranger entraîne d'autres retombées économiques. Les pratiques stratégiques exemplaires pour attirer l'investissement direct étranger et promouvoir les effets d'entraînement de cet investissement sur la productivité consistent en des « politiques-cadres » — qui réunissent notamment une réglementation transparente et des politiques solides en matière d'infrastructure et d'éducation. Par contre, l'efficacité des politiques ciblant plus particulièrement les investisseurs étrangers — comme les subventions et les allègements fiscaux — est moins sûre. De telles politiques pourraient même réduire les effets d'entraînement de l'investissement sur la productivité. Par ailleurs, même sans avoir une idée exacte de ce qui encourage directement l'investissement direct étranger, on peut dire que les politiques-cadres propices à l'investissement direct étranger entrant favorisent aussi l'investissement direct sortant à plus long terme.

 ÉTATS-UNIS

URBAN INSTITUTE

John L. Palmer et Rudolph G. Penner, *Have Recent Budget Policies Contributed to Long-Run Fiscal Stability?*, 1^{er} octobre 2010, 26 pages
<http://www.urban.org/UploadedPDF/412268-recent-budget-policies.pdf>

L'impact de la réforme de la santé sur l'équilibre budgétaire américain.

● The United States is on a disastrous fiscal path. In the conflict between restoring solvency and stimulating the economy, the president's budget is more focused on the latter. Yet even before the recession Medicare and Medicaid, along with Social Security, accounted for almost 50 percent of noninterest spending. Payouts have risen rapidly since, and these entitlements are growing faster than the economy and tax revenues. Whether the 2010 health reform and other recent budget balancing measures have helped stabilize the deficit is explored in this report.

 ROYAUME-UNI

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

James Mirrlees et al., *Tax by Design*, 10 novembre 2010, 20 chapitres.
<http://www.ifs.org.uk/mirrleesReview/design>

Rapport Mirrlees : le rapport final d'un comité d'experts de l'IFS propose une réforme complète du système fiscal - le « Rapport Carter » des Britanniques.

● *Tax by Design* presents a picture of coherent tax reform whose aim is to identify the characteristics of a good tax system for any open developed economy, to assess the extent to which the UK tax system conforms to these ideals, and to recommend how it might realistically be reformed in that direction. Drawing on the expert evidence in *Dimensions of Tax Design*, it provides an integrated view of tax reform.

James Mirrlees et al., *Dimensions of Tax Design*, avril 2010, 13 chapitres.
<http://www.ifs.org.uk/mirrleesReview/dimensions>

Dans le cadre du Rapport Mirrlees, voici diverses études d'experts sur les principes de base qui doivent sous-tendre une réforme fiscale.

- Dimensions of Tax Design brings together a high-profile group of more than fifty international experts and younger researchers. It consists of a set of thirteen commissioned studies which draw on the latest thinking in each area. These are supplemented by expert commentaries to provide a wide range of views and ideas.

"For two centuries the design of taxation has been a central question of political economy, but tax systems in practice are often higgledy-piggledy and under strain. The Mirrlees Review -- a major collaborative research venture led by the IFS -- provides an authoritative and definitive analysis of the architecture of taxation that is at once rational, grounded in rich economic evidence, and practicable in terms of law and policy."

Professor Sir John Vickers, Warden of All Souls College, Oxford and President of the Royal Economic Society

"This is a stunning collection of papers and comments on tax issues for the 21st century. The topic selection is comprehensive, the authors are internationally renowned, and the commentators are equally distinguished. Anyone interested in the economics of taxation should start here."

Professor John Shoven, Charles Schwab Professor of Economics, Stanford University

INDEPENDENT REVIEW OF HIGHER EDUCATION & STUDENT FINANCE IN ENGLAND

Independent review of higher education & student finance in England, *Securing a Sustainable Future for Higher Education*, 12 octobre 2010, 64 pages.
<http://www.bis.gov.uk/assets/biscore/corporate/docs/s/10-1208-securing-sustainable-higher-education-browne-report.pdf>

Rapport du comité indépendant sur le financement du système d'éducation supérieure en Angleterre : augmenter les frais de scolarité mais faire payer seulement les diplômés ayant de bons revenus.

■ In November 2009, I was asked to lead an independent Panel to review the funding of higher education and make recommendations to ensure that teaching at our HEIs is sustainably financed, that the quality of that teaching is world class and that our HEIs remain accessible to anyone who has the talent to succeed. Over the last year, we have consulted widely and intensively. Our recommendations are based on written and oral evidence drawn from students, teachers, academics, employers and regulators. We have looked at a variety of different systems and at every aspect of implementing them – financial, practical and educational – to ensure that the recommendations we are making are realistic for the long term. I would like to thank all those who have contributed their knowledge, experience and time to this review. Our findings are contained in our full report and summarised here. A degree is of benefit both to the holder, through higher levels of social contribution and higher lifetime earnings, and to the nation, through higher economic growth rates and the improved health of society. Getting the balance of funding appropriate to reflect these benefits is essential if funding is to be sustainable. Our recommendations place more of the burden of funding on graduates, but they contribute only when they can afford to repay the costs financed. Students do not pay charges, only graduates do; and then only if they are successful. The system of payments is highly progressive. No one earning under £21,000 will pay anything. We estimate that only the top 40 % of earners on average will pay back all the charges paid on their behalf by the Government upfront; and the 20 % of lowest earners will pay less than today. For all students, studying for a degree will be a risk free activity. The return to graduates for studying will be on average around 400 %. What we recommend is a radical departure from the existing way in which HEIs are financed. Rather than the Government providing a block grant for teaching to HEIs, their finance now follows the student who has chosen and been admitted to study. Choice is in the

hands of the student. HEIs can charge different and higher fees provided that they can show improvements in the student experience and demonstrate progress in providing fair access and, of course, students are prepared to entertain such charges.

DEPARTMENT FOR BUSINESS INNOVATION AND SKILLS

Department for Business Innovation and Skills, *Student finance*, page web.
<http://www.bis.gov.uk/policies/higher-education/students/student-finance#fl>

Le gouvernement britannique adopte des mesures pour le financement des études supérieures, suite au rapport du *Independent review of higher education & student finance in England*.



INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Tomasz Kozluk, *How the Transport System Can Contribute to Better Economic and Environmental Outcomes in the Netherlands*, 6 octobre 2010, 33 pages.
[http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=ECO/WKP\(2010\)60&doclanguage=en](http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf/?cote=ECO/WKP(2010)60&doclanguage=en)

Une tarification routière aux Pays-Bas pour réduire la congestion du réseau routier et la pollution.

- La congestion est devenue une charge pour l'économie néerlandaise. Les migrants alternants et les entreprises pâtissent des pertes de temps que les transports leur occasionnent et de l'imprévisibilité de la durée des déplacements. Un renforcement des infrastructures peut résoudre le problème, mais seulement dans le long terme et à grands frais. A moyen ou court terme, la solution doit donc être recherchée dans la rationalisation de l'utilisation de l'infrastructure existante, l'amélioration des transports publics et l'amélioration de la gestion de la demande. Dans cette optique, le gouvernement néerlandais a proposé d'instaurer un système national novateur de tarification routière qui oblige les usagers à payer pour l'usage qu'ils font des infrastructures routières et qui pourrait être source d'avantages appréciables en termes de réduction de la congestion et de la pollution. L'ajustement des prix permettra de maximiser les retombées économiques et environnementales de la tarification routière. Si la mise en œuvre d'un système complet de tarification routière est retardée ou empêchée, l'État devra faire appel à d'autres mesures telles que les taxes sur le carburant ou les péages de congestion pour arriver à des résultats comparables. Les réformes du système de transport, notamment des transports publics, de même qu'un marché du logement plus flexible, devraient réduire la charge que les transports font peser sur l'économie et l'environnement et améliorer, ainsi, les perspectives de croissance durable à long terme.

Jan Persson et Daeho Song, *The Land Transport Sector: Policy and Performance*, 23 novembre 2010, 61 pages.
[http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=ECO/WKP\(2010\)73&doclanguage=en](http://www.oecd.org/officialdocuments/displaydocumentpdf?cote=ECO/WKP(2010)73&doclanguage=en)

Comment prendre des décisions de politique publique en matière de transports.

- On trouvera dans ce document de travail un large aperçu des objectifs, des instruments d'action et des indicateurs couramment utilisés pour évaluer les performances et les politiques dans le secteur des transports terrestres. Deux aspects, les investissements en infrastructures et les externalités, sont étudiés de façon plus approfondie. Un examen de la planification et de la prise de décision dans les différents pays fait apparaître des différences très marquées quant au degré auquel l'analyse coûts-avantages influe sur les décisions concernant les investissements en infrastructures.

L'utilisation de l'analyse coûts-avantages pourrait être grandement améliorée. Les coûts externes pour 15 pays de l'Union européenne sont estimés, de même que le rôle de la tarification dans l'internalisation des coûts externes. Les taxes sur les carburants représentaient environ 2 % du PIB en 2000, ce qui correspond à peu près aux coûts externes estimés pour l'environnement et la santé. Il serait possible de réduire les encombrements en les taxant. Une solution neutre du point de vue des recettes consisterait à transformer les taxes sur les automobiles et les péages routiers actuellement en vigueur.

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK

Bruce Bartlett , "Agenda for Tax Reform", *Tax Notes*, vol. 105, no 12, 13 décembre 2004 (posté le 31 octobre 2010 sur SSRN), 9 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1700196

Impôts sur le revenu à taux progressif vs taxes à la consommation à taux fixe : peut-on envisager d'autres options?

- This article reviews various options for tax reform, emphasizing that the choice of tax rates and tax base are separate issues for achieving different things. Liberals generally support progressive rates and an income base, while conservatives generally support a flat rate on a consumption base. But there is no reason why we couldn't have progressive rates on a consumption base or a flat rate on an income base. By mixing and matching it may be possible to simultaneously achieve liberal and conservative tax reform goals.

Adam H. Rosenzweig, "Why are There Tax Havens?", *William & Mary Law Review*, vol. 52, no 3, 30 novembre 2010, 75 pages.

<http://ssrn.com/abstract=1718184>

Comprendre les causes de l'existence des paradis fiscaux pour mieux les combattre.

- Recently, the issue of tax havens has risen to the fore of the fiscal policy debate, with tax havens being singled out as the root cause of many of the fiscal shortfalls plaguing the governments of the world. Surprisingly, however, although there has been a fair amount of literature on why tax havens are harmful to the modern international tax regime, which countries become tax havens, and what means are available to combat tax havens, there has been less written specifically on the underlying question of why, notwithstanding all these points, tax havens exist in the first place, or why they persist in the face of such overwhelming criticism. To this end, this Article will propose for the first time that the focus of the international tax laws of wealthier countries, such as the United States, on capital neutrality – or making the flow of capital across borders easier and cheaper – can actually create or exacerbate the incentives necessary for poorer countries to act as tax havens. This can be thought of as a "capital neutrality paradox" in that it is the pursuit of capital neutrality – meant to increase worldwide efficiency – which leads to more countries acting as tax havens, effectively undermining worldwide efficiency. Consequently, punishing such countries in response would also prove counterproductive, because it would only exacerbate these incentives. This "punishment paradox" in connection with the "capital neutrality paradox" can fundamentally alter the way in which the law should conceptualize and respond to the issue of tax havens, potentially even questioning the role of capital neutrality itself as the primary policy focus of the international tax regime.

Cwik, Tobias J. et Wieland, Volker, *Keynesian Government Spending Multipliers and Spillovers in the Euro Area*, 16 novembre 2010, 55 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1705013

Contrairement à la croyance générale, les dépenses gouvernementales n'ont aucun effet d'entraînement sur les investissements privés.

- The global financial crisis has led to a renewed interest in discretionary fiscal stimulus. Advocates of discretionary measures emphasize that government spending can stimulate additional private spending – the Keynesian multiplier

effect. Thus, we investigate whether the spending package announced by Euro area governments for 2009 and 2010 is likely to boost GDP by more than one for one. Because of modeling uncertainty, it is essential that such policy evaluations be robust to alternative modeling assumptions and parameterizations. We use five different empirical macroeconomic models with Keynesian features such as price and wage rigidities to evaluate the impact of the fiscal stimulus. Four of them suggest that the planned increase in government spending will reduce private consumption and investment significantly. Only a model that largely ignores the forward-looking behavioral response of consumers and firms implies crowding-in of private spending. We review a range of issues that may play a role in the recession of 2008-2009. Implementation lags are found to reinforce crowding-out and may even cause an initial contraction. Zero-bound effects may lead the central bank to abstain from interest rate hikes and increase the GDP impact of government spending. Crowding-in, however, requires an immediate anticipation of at least two years at the zero bound. Using a multi-country model, we find that spillovers between euro area countries are negligible or even negative, because direct demand effects are offset by the indirect effect of an euro appreciation. New-Keynesian DSGE models provide a strong case for government savings packages. Announced with sufficient lead time, spending cuts induce a significant short-run stimulus and crowding-in of private spending.

Tanya D. Marsh, *A Dubious Distinction: Rethinking Tax Treatment of Private Foundations and Public Charities*, 50 pages, 23 novembre 2010.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1713354

La distinction entre fondations de bienfaisance publiques et privées n'a plus de raison d'être.

- In this article, Marsh outlines the differences between private foundations and public charities (including community foundations) and the starkly different manner in which the Internal Revenue Service addresses them. She argues that the private/public distinction, a more or less accurate proxy for donor control in 1969 (when the current regulations were drafted), is anachronistic and ill equipped to deal with the rising importance of community foundations and for-profit charitable funds. A new paradigm is necessary to address new entities, especially donor-advised funds and supporting organizations. Finally, she argues that Congress should discard the dubious distinction between private foundations and public charities and replace it with a paradigm based on donor control.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Roxane Boisclair-Vandal, Alexandre Guay, Mathieu Kouri, Thomas Lachance, Lynda McCollough, Félix Mercier-Bisson, Marie Antoinette Noël, Jean-François Racine, Chrispin Anicet Marc Yapo.